

INFORMATIONSLAT
FIR EN ALTERNATIVEN
ËMGANG MAT GELD

Interview:
Gast Kemp

Projekt:
Ein Hühnermobil für das
Naturhaff

Projekte:
Polygone, 4motion und
Äppelhaus

Ecoprêts:
Des conditions plus
avantageuses



EDITORIAL

POINT DE VUE

Chers épargnant-e-s solidaires,

Comme vous le savez, etika fête ses quinze ans dans un contexte un peu particulier, car nous vivons à l'heure actuelle une période de grande instabilité, que ce soit au niveau de l'économie européenne ou de la situation des plus préoccupantes de ses pays les plus endettés: nous voulons bien sûr parler de la Grèce, qui bien qu'ayant disparu des gros titres des médias, reste toujours dans une situation des plus précaires. Le Portugal est également très mal en point avec des grèves générales à répétitions, quant à l'Italie et l'Espagne, leur situation reste des plus préoccupantes et ces deux pays peuvent remettre en cause la viabilité de la monnaie unique. Le gouvernement espagnol vient ainsi de sacrifier les budgets de l'éducation et de la santé sur l'autel de la dette, alors que nous savons que les coupures dans ces budgets vont enfoncer encore plus le pays dans la récession; comme le disait Abraham Lincoln: «*Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance*».

Rappelons qu'en chinois, le mot crise est formé de deux caractères: l'un représente le danger, l'autre l'opportunité. Profitons donc de ce moment unique dans notre histoire pour bousculer les préjugés et soutenir de vrais alternatives, dont certaines sont présentées dans ce numéro: nous vous souhaitons une bonne lecture!

Jean-Sébastien Zippert

Le Mécanisme Européen de Stabilité : un putsch contre la démocratie

Le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit remplacer en juillet prochain le Fonds Européen de Stabilité Financière est actuellement en cours de ratification par les états membres de l'UE. Présenté comme l'ultime et unique recours face à une crise de l'endettement qui ne fait que s'aggraver depuis la première alerte venue de la Grèce, il instaure de fait un abandon de la souveraineté populaire à des institutions connues pour leur autoritarisme.

Le MES ne fait pas les gros titres de la presse européenne, alors que celui-ci engage durablement l'avenir des économies des pays de la zone euro. Nous ne reviendrons pas ici sur les causes réelles de l'endettement que nous avons déjà évoquées dans des chroniques précédentes, ni sur le coté à la fois inhumain et inefficace des plans d'austérité successifs infligés à la population grecque. Rappelons tout de même que la Grèce et l'Italie ont vu leurs gouvernements remplacés sans que leurs populations aient été d'une manière ou d'une autre consultées... Le traité instituant le MES est un texte de 48 articles et de 62 pages, qui a

été négocié en secret (et pour cause). Voici un bref aperçu des réjouissances: le mécanisme d'assistance consiste à imposer aux États en difficultés «une stricte conditionnalité (...) sous la forme notamment de programmes d'ajustement macro-économiques» ce qui institue de fait l'obligation pour l'Etat emprunteur de suivre des plans de rigueur imposés par la Commission européenne, la Banque Centrale européenne et le... FMI! Cette institution qui s'est déjà illustrée dans le passé par ses décisions désastreuses pour les économies de nombreux pays du Sud, trône dorénavant en «coopération très étroite» à toutes les étapes du mécanisme. Bien entendu ni la Commission, ni la BCE et encore moins le FMI n'ont de comptes à rendre aux élus et aux citoyens des pays emprunteurs.

Chaque pays de la zone euro sera représenté dans le MES, mais son poids dans la décision sera en fonction de la puissance de son économie: l'Allemagne et la France (qui seront les seuls pays à disposer d'un droit de veto) pèseront ainsi pour 47,5 % des votes alors que les voix des pays les plus en difficulté actuelle-

Gast Kemp: 15 Jahre bei etika

ment comme la Grèce, le Portugal et l'Irlande, atteindront péniblement 7 % des totaux des droits de vote. Même analysé au prisme de la stricte rationalité économique, le MES n'apparaît pas plus crédible: le pari du MES consiste à emprunter à des taux bas aux marchés financiers pour prêter ensuite aux pays en difficulté à des taux plus faibles que leur offriraient ces mêmes marchés financiers. Cela sous-entend que le MES soit bien noté par les agences de notations, alors que seuls trois pays (l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg) peuvent encore se targuer de bénéficier de la meilleure note et que de gros doutes subsistent sur l'Italie et l'Espagne, qui seront probablement encore dégradées dans les mois à venir en regard de la détérioration de leurs économies respectives.

Antidémocratique, jouant le jeu des marchés et de la spéculation financière et portant en germes la destruction du modèle social européen, le MES trahit définitivement l'idéal sur lequel s'est bâtie l'Union. Les prêts accordés sous la pression de marchés dérégulés ne serviront donc plus à construire ou solidifier socialement et économiquement un pays, mais à détruire tout ce qui a été accompli. Il est temps de se mobiliser pour faire entendre notre voix aux élus pour rejeter un tel texte !



Photo de couverture: Les politiques d'austérité sont de moins en moins acceptées dans tous les pays de la zone euro, y compris en Allemagne (Photo : Naturfreunde Deutschland)

Article de Jean-Sébastien Zippert, paru dans *Le Jeudi* du 1er mars 2012



Gast Kemp war 15 Jahre lang – somit seit der Schaffung dieses Gremiums – Leiter des etika-Kreditkomitees. Gebürtig aus einem Dorf an der belgischen Grenze hat er nach seinem Studium der Wirtschaftswissenschaften als Lehrer für Wirtschaft am Lycée Technique in Ettelbrück gearbeitet. Die Bandbreite seiner Fächer spannte sich von Volkswirtschaft über Buchhaltung und Bilanzierung bis hin zum Wirtschaftsrecht. Zur Mitgliederversammlung am 18. April hat der 64-Jährige sein Amt niedergelegt. Wenige Tage vorher haben wir ihn zu Hause in Burden bei Ettelbrück besucht, wo er uns seinen Rosengarten zeigt.

Es fällt schwer, das Thema zu wechseln ... oder gibt es eine Analogie zur Sozialfinanz?

Ach, das geht schon: Ich arbeite seit 15 Jahren daran, einen klassischen Bauerngarten zu schaffen. Man könnte auch Renaissancegarten sagen. Hier wachsen 350 Rosenstöcke, jeder von einer anderen Sorte. Und etika hat immerhin schon halb so viele Projekte finanziert ...

Jedes wie ein Rosenstock?

Ja, könnte man sagen. Aber die eigentliche Arbeit machen ja die antragstellenden Organisationen. Unsere Kredite waren nur ein Düngemittel. Ähnlich ist vielleicht, dass man viel Arbeit hineinstecken muss, ehe man belohnt wird. Als Gärtner muss man warten können. Und auch akzeptieren, wenn eine Rose nicht durch den Winterfrost gekommen ist.

Erinnerst du dich an das erste etika-Projekt?

Nicht wirklich. Aber das wird wohl ein Bau des Schank Haffs gewesen sein, ich glaube, die Renovierung einer Scheune. Viel wichtiger war uns damals im Kreditkomitee aber, uns erst über eine Verfahrensweise zu einigen. Es ging ja darum, Kriterien zur Beurteilung von Kreditanfragen zu erarbeiten. So haben wir uns anfangs einmal im Monat getroffen. Es

gab zwar eine Festlegung auf die drei großen Bereiche Soziales, Ökologie und internationale Solidarität. Das Problem war dann aber, wie wir damit umgehen, wenn wir zum Beispiel ein Projekt haben, das alle sozialen Kriterien erfüllt und einen entsprechenden Mehrwert erbringt, aber ökologisch fragwürdig ist. Wir haben tagelang darüber diskutiert, wie wir das managen können. Es kommt ja auch vor, dass ein Projekt in einem Bereich sehr positiv wirkt, in einem anderen aber sogar negativ.

Zum Beispiel?

Nehmen wir ein soziales Projekt, das eine sehr gute Arbeit macht, aber einen kleinen Lkw für Transporte kaufen will. Da gibt es dann unterschiedliche Meinungen. Vertreter aus der „ökologischen Ecke“ sind oft Puristen, während ich mich eher zur Mannschaft der Pragmatiker zähle: Man sollte das Projekt insgesamt anschauen und sich fragen, ob dem positiven Output etwas sehr Grundlegendes entgegensteht. Die Beweispflicht, dass der Lastwagen eine unverhältnismäßig negative Wirkung hat, läge hier dann bei den Ökologen. Das machen wir wie bei Gericht.

Heute läuft ja fast alles über E-Mails...

Anfangs bekamen wir Projektanträge noch per Post zugeschickt und trafen uns dann. Wir haben auch jedes Jahr versucht, einen Ausflug zu einem Projekt zu organisieren, zum Beispiel Windenergie- und Biogasanlagen. Jetzt treffen wir uns physisch eher selten. Im Prinzip gibt immer ein Vertreter des relevanten Bereichs eine motivierte Stellungnahme ab, und andere können sich dann dazu äußern. Bei vielen Projekttypen sind wir schon sehr routiniert.

Hast du es auch einmal erleben müssen, traurig zu sein, weil ein schönes Projekt nicht umgesetzt werden konnte?

Nein. Wir haben selten Projekte ablehnen müssen. Mehr kann ich nicht erzählen, da wir über abgelehnte Projekte nicht öffentlich reden. Es gab aber Projekte, die im Sande verlaufen sind, oder auch solche, deren Funktionsweise wir nicht wirklich verstanden haben.

Gab es hitzige Debatten?

Nein, wir hatten immer ausgezeichnete persönliche Beziehungen. Es wurde ab und an hart diskutiert, aber immer menschlich korrekt.

Es gab zum Beispiel einmal das Projekt einer Biogasanlage, für die eine spezielle Mais-art angebaut wurde. Da war ich der Meinung, dass das nicht geht, weil eine riesige Monokultur entsteht, der Boden und die Gewässer überdüngt und der Boden makademisiert, also fest und hart wird. Da haben wir dann „Nein“ gesagt, obwohl die Art der Energiegewinnung in Ordnung gewesen wäre. Oder es gab einmal die Debatte, ob NATURATA nicht zu viele Kredite bekommt bzw. zu groß wird und eine Art Monopolstellung bei Bio-Supermärkten erlangt. Aber notgedrungen ist das so. Und ja auch richtig. Sollte man also keine Kreditfragen mehr annehmen? Das Ziel ist ja, dass die luxemburgischen Bio-Bauern ihre Produkte auf dem heimischen Absatzmarkt verkaufen können. So haben wir entsprechend des darüberstehenden Ziels entschieden.

Hattest du als Leiter immer das letzte Wort?

Nein. Ich hatte da nur eine Funktion inne, die bedeutete, jedem gerecht zu werden, Lösungen zu finden, so dass allen Standpunkten Rechnung getragen wird. Solche Debatten machen ja generell auch Spaß, wenn darüber keine Machtfragen ausgetragen werden.

Und Interessenskonflikte?

Natürlich, das kommt immer wieder vor, dass ein Mitglied des Kreditkomitees bei einem Projekt involviert ist. Dann war man aber immer so korrekt, sich zurückzunehmen.

Du warst zuständig für Projekte der internationalen Solidarität. Wie kam es dazu?

Ich habe zwar im Schuldienst gearbeitet und habe da versucht, so manches an den Mann und an die Frau zu bringen, mit wechselndem Erfolg, aber immer gerne. Ehrenamtlich war ich damals aber auch Präsident des Cercle des ONG de développement, einem Gründungsmitglied von etika. Daher war es natürlich naheliegend, mich zu engagieren. Als Volkswirt interessierte mich auch die Idee des ethischen Sparens: zu wissen, was mit dem eigenen Geld geschieht. Und dann haben sie mich gleich zum Einstieg zum „Chef“ ernannt ...

War es nicht frustrierend, in diesem Bereich der etika-Projekte so wenig zu tun zu haben?

Doch, das war es durchaus etwas. Wir zwei, für Entwicklungsprojekte zuständige Vertreter

hatten eine sehr ruhige Zeit. Es gab nur in den Anfangsjahren einige wenige Projekte.

Weil die NGOs durch die staatliche Subventionierung keine Kredite mehr benötigen?

Nein, das war nicht der Grund. Eine staatliche Finanzierung solcher Projekte gibt es seit 1985. Banken haben Vereinen immer ungern Kredite gegeben, erst recht, wenn sie Projekte in den Ländern des Südens umsetzen wollten. Dieser Bereich wird immer ein Stiefmütterchensein führen. Es ist auch eine Frage der Sicherheiten: Die Spuerkeess wird keinen Kredit erteilen, wenn dafür in Burkina Faso ein Grundstück belastet werden muss. Aber Vorfinanzierungen waren immer möglich: Wenn also klar ist, dass man Subsidien erhält, aber diese Gelder erst lange nach Beginn des Finanzierungsbedarfs fließen, haben wir Kreditlinien gegeben. Der letzte solche Kredit wurde aber 2004 vergeben. Insofern war ich nicht mehr ganz ausgelastet ...

Dafür war die Leitungsfunktion mit reichlich Arbeit verbunden! Und es gab bestimmt schöne Projekte in den anderen Bereichen?

Zu den wichtigsten Erfolgen zählt sicherlich die Vermarktung einheimischer Bio-Produkte mit NATURATA und Biogros. Das gehört zu dem Schönsten, das wir erreicht haben. Windmühlen würde es auch ohne etika geben, aber wohl kaum Bio-Supermärkte. Sehr sympathisch sind auch Projekte wie das Bistro „Kultourdöppchen“ im Ourtal. Es freut mich, auch etwas zur kulturellen Landschaft dieses Landes beigetragen zu haben.

Welchen Ratschlag hast du für deine/n Nachfolger/in?

Ich fände es wichtig, wenn etika auch Projekte, die etwas auf wackeligen Füßen stehen, begleiten und organisatorisch unterstützen könnte. Eine solche Betreuung ist manchmal wichtiger als ein günstiger Kredit. Aber dafür sind wir nicht aufgestellt. Schade fand ich auch, dass wir den Garantiefonds nie einsetzen konnten. Der war ja dafür gedacht, Projekte doch umsetzen zu können, die von der Spuerkeess als zu riskant beurteilt wurden. Es gab aber fast nie eine Gelegenheit dafür. Oder es war in der Umsetzung zu kompliziert. Ich verstehe auch nicht, warum etika nach 15 Jahren noch so unbekannt ist. Auch der Grad der gesell-

schaftspolitischen Relevanz ist viel zu gering. Wir halten uns in einem ganz exquisiten Kreis auf und erreichen viele Leute gar nicht. Weshalb ist das so? Vielleicht ist es so: Wir stellen etwas infrage – nämlich die normale Bankenpolitik, etwas zu finanzieren, ohne es ethisch zu hinterfragen –, von dem der Luxemburger glaubt, dass dies unsere sechs einheimischen Banken nicht betrifft. Man denkt, dass die alle „clean“ seien. Die Leute sagen sich: Unsere Raiffeisenbank, Spuerkeess, BIL, Banque de Luxembourg, BGL BNP Paribas und Fortuna sind doch nicht die Banken, die international schmutzige Geschäfte finanzieren ...

Es wäre für etika natürlich schwierig, diese namentlich zu benennen ...

Ja, das ist das eine. Das andere ist aber, dass es für die meisten Leute auch kein echtes Anliegen ist, sich darüber Gedanken zu machen. Ich kenne einige sozial und ökologisch engagierte Vereine, die Geld wie Heu haben, aber nicht auf die Idee kommen, es bei etika anzulegen.

Wenn du einen Wunsch frei hättest ...

... dann wäre das ein Finanzprodukt, mit dem Menschen hierzulande unterstützt werden, eine angemessene Wohnung zu finden. Die Schere zwischen Reich und Arm geht immer stärker auseinander. Vor allem die Mietpreise sind nicht mehr zu bezahlen, die Preise sind einfach nicht mehr tragbar. Es sind ja schon bei der Anmietung zwei Monatsmieten Kaution zu bezahlen, dazu noch eine Monatsmiete für die Makler, und schließlich werden oft noch zwei Monatsmieten im Voraus verlangt. Wer kann sich das leisten? Es ist meiner Ansicht nach eine Bankrotterklärung der Politik, dass arme Leute mit niedrigen Gehältern den Reichen so viel Geld zahlen.

Und privat?

Fehlt es an nichts. Ich bin jetzt schon drei Mal Großvater geworden. Und der vierte Enkel ist im Kommen. So bin ich jetzt oft in Hamburg, etwa eine Woche jeden Monat. Meine Frau und ich lassen uns gerne in den Babysitterdienst der Familie unseres Sohnes einbinden. Unsere Tochter hat uns vor 15 Monaten auch ein Enkelkind geschenkt, jetzt im Februar noch ein weiteres. Das macht uns viel Freude und ist auch für die Kinder wichtig. (esf)

Ein Hühnermobil für das Naturhaff



Zwischen 2009 und 2011 ist die Zahl der Produzenten in der Biolandwirtschaft um 17 auf nunmehr 102 gestiegen. Neben 57 Bauern, 15 Bienenzüchtern, 14 Gemüse- und acht Obstbauern gibt es mittlerweile auch acht Bio-Winzer. Sie eint das Anliegen der Erzeugung qualitativ hochwertiger Lebensmittel, die mit Respekt vor den Tieren und in ökologischem Bewusstsein produziert werden. Eier aus ökologischer Haltung gab es bislang jedoch erst bei wenigen Betrieben: Neben dem Wandhaff Meyers-Weis und dem Biohaff Wilhelm in Kappellen (die beide durch etika und die BCEE gefördert wurden) hat im Februar diesen Jahres nun auch das Naturhaff in Derenbach mit der Erzeugung von Bio-Eiern begonnen.

Bei der konventionellen, in Luxemburg überwiegend betriebenen Bodenhaltung werden bis maximal 6.000 Hühner in einem fensterlosen Stall oder mit Tageslichteinfall gehalten. Nach den Vorschriften sollte die Zahl von sieben Hennen pro Quadratmeter im Stall nicht überschritten werden. Ein Auslauf ist nicht vorgeschrieben, im Gegensatz zur Freilandhaltung. Dort müssen Legehennen neben ihrem Stall einen Mindestfreilauf von 4 m² Freiland pro Huhn haben. Freilandhühner haben neben ihrem Stall mit Sitzstangen, Nestern und Einstreu tagsüber Auslauf im Freien, wo sie ihre natürlichen Verhaltensweisen und ihr Bewegungsbedürfnis ungehindert ausleben können. Der Auslauf muss überwiegend begrünt sein. Bäume, Sträucher oder ein Unterstand sind notwendig, damit die Tiere Schutz vor natürlichen Feinden finden können.

Bei stationären Ställen entstehen jedoch auch bei der Freilandhaltung einige Probleme. Zwar ist sie artgerechter, aber schon bei einer relativ geringen Tierzahl entsteht eine Übernutzung des

stallnahen Auslaufs mit viel konzentriertem Kot, Bodeneintrag und Pfützenbildung, die zudem zu einer erhöhten Infektionsgefahr führen. Bei den Auslaufflächen ist daher ein hoher Pflegeaufwand notwendig. Nicht zuletzt ist die optische Attraktivität dieser Gehege meist eher gering. Eine deutsche Firma hat daher insbesondere aus ökologischen Gründen ein „Hühnermobil“ für die vollmobile Hühnerhaltung im Freiland entwickelt. Der Stallwagen kann per Traktor einfach transportiert werden. Dadurch wird ein regelmäßiges Umsetzen des Stalles möglich.

Bislang gab es in Luxemburg kein solches Hühnermobil. Das Naturhaff in Derenbach, ein durch den jungen Landwirt Christian Mathieu und seine Partnerin kürzlich auf biologische Landwirtschaft umgestellter Hof, ist nun der erste Betrieb, der diesen mobilen Stall einsetzt. Für Mathieu sind die Vorteile eindeutig: Es bleibt bei Freilandhaltung nicht nur die Grasnarbe erhalten. Diese Haltung ist auch sehr positiv mit Blick auf die Tiergesundheit, den Landschaftsschutz, aber auch die Ei-Qualität. Nicht zuletzt gibt es durch die erhöhte Sichtbarkeit dieser Form einer tiergerechteren Haltung einen Sensibilisierungseffekt und eine höhere Werbewirksamkeit. Es geht darum, Alternativen zur konventionellen und zu Recht stark kritisierten Hühnerhaltung zu erproben. „Bei der Haltung im Hühnermobil steht das Wohlergehen der Tiere bei gleichzeitiger Wirtschaftlichkeit sichtbar im Vordergrund. Durch die Mobilität profitieren die Tiere beim Auslauf permanent von frischem Gras, werden seltener von Parasiten befallen und sind weniger krankheitsanfällig“, erklärt Mathieu.

Christian Mathieu schaffte sich das Größte von drei Modellen an, das „Hühnermobil 1200“. Es ist gemäß deutscher Ökoverordnung für 1.000 bis 1.200 Hennen ausgelegt. Es ist zusammenklappbar und beim Straßentransport lediglich 3 m breit. Ausgeklappt ist es auf der Wiese 8,50 m breit, 20 m lang und 3 m hoch. Die Grundfläche des Stallinnenraums beträgt 8,35 m mal 14 m. Der Futterspeicher fasst 1,5 Tonnen. Für eine ausreichende Wasserversorgung sind zwei Tanks mit einem Fassungsvermögen von 820 Litern eingebaut.

Für den Kauf erhielt Christian Mathieu im Februar 2012 einen Kredit von etika und

der BCEE in Höhe von 87.725 Euro mit einer Laufzeit von zehn Jahren. Der zinsvergünstigte Kredit deckt die Hälfte der Investition ab. Im März wurde mit dem Verkauf von Bio-Eiern begonnen. Mit dem Kauf wird vor allem eine Diversifikation der Produkte des Hofes angestrebt. Nachdem man bislang Angus-Rinder, Gascon-Schweine, Moorschnucken, Ardennerschafe, Pferde und Bienen züchtete, wird jetzt die Legehennenhaltung als neuer Zweig aufgebaut. (esf)

KONTAKT:

Christian Mathieu,
Maison 95, L-9645 Derenbach,
Tel.: 691861652, Fax: 994076
info@naturhaff, www.naturhaff.lu

Mehr Infos: www.huehnermobil.de

4motion

L'asbl 4motion est un acteur éducatif qui s'engage pour un changement social basé sur des valeurs de coopération, de solidarité et d'inclusion. En 2009, la BCEE avait octroyé une ligne de crédit de 100 000 euros sur base de conventions importantes avec des communes et des ministères, mais fin 2011, 4motion a été informé que cette ligne de crédit sera ajustée à un montant de 30 000 euros. Ce changement posait des problèmes, car l'asbl a périodiquement besoin de plus d'argent, étant donné que certains clients, notamment des communes, dépassent régulièrement les délais de paiement. Ainsi, en janvier 2012, 4motion demandait à etika et la BCEE de lui accorder 60 000 euros de plus sur la ligne de crédit pour arriver à une ligne de crédit totale de 90 000 euros. En mars 2012, une nouvelle ligne de crédit à hauteur de 90 000 euros a été accordée à l'asbl sur une durée de deux ans avec une bonification pour des projets comme celui du compte Epargne Alternatif, étant donné qu'etika était capable de donner une garantie de 30 000 euros de son fonds propre pour une durée indéterminée. Le projet va être décrit plus en détail dans le prochain numéro. (esf)

Infos: www.etika.lu

Des conditions plus avantageuses pour rénover ou bâtir écologique



La maison de Christian Goebel à Bourglinster a été construite majoritairement avec des matériaux naturels. L'installation photovoltaïque d'un montant de 40.000 euros a également fait l'objet d'un crédit alternatif en raison de son intégration à un projet de construction durable à haute valeur ajoutée énergétique et environnementale.

Nous avons changé en novembre dernier nos conditions pour l'accès aux EcoPrêts LOGEMENT et ENERGIE destinés respectivement à la construction et la rénovation de logements (maison individuelle ou appartement). Rappelons que les EcoPrêts LOGEMENT (resp. ENERGIE) sont proposés par la BCEE à toute personne qui souhaite construire (resp. rénover) son logement en respectant les critères de l'Administration de l'Environnement. Etika propose une bonification de taux supplémentaire pour ceux qui vont plus loin que le simple respect de ces critères. Nos conditions actuelles privilégient les maisons plus isolées que les minima demandé par l'administration et surtout l'usage de matériaux de construction et d'isolation naturels (bois, cellulose) plutôt que synthétiques (laine de verre, styropor). Vous êtes en train de réfléchir ou vous venez de terminer la construction (resp. rénovation) de votre logement et souhaitez savoir

si vous pouvez bénéficier d'une bonification de taux? C'est très simple: Il suffit de nous envoyer les informations que vous devez de toutes façon fournir à l'administration de l'Environnement. Sur la base de ces informations, nous évaluons la performance énergétique et environnementale de votre construction (resp. innovation) grâce à un calculateur. Enfin, rappelons que le montant sur lequel s'applique la bonification est plafonné à 300.000 euros pour un EcoPrêt LOGEMENT et à 50.000 euros pour un EcoPrêt ENERGIE, la durée durant laquelle s'applique la bonification est de 10 ans dans les deux cas. A ce jour 1,35 million d'euros ont été attribués à six preneurs de crédit pour quatre EcoPrêts LOGEMENT et deux EcoPrêts ENERGIE depuis le lancement des EcoPrêts en 2008, quatre EcoPrêts sur six ont été accordés dans les six derniers mois.

Infos: www.etika.lu ou Tel. 29 83 53

NEUE PROJEKTE

Äppelhaus investiert in Lagertanks

Das 1998 gegründete Unternehmen Äppelhaus hat sich in Luxemburg längst einen guten Namen als Produzent von Apfelsaft aus heimischem Streuobst gemacht. Die Apfelsäfte schmecken nicht nur lecker, mit dem Kauf des Äppeljus tragen die Kunden auch dazu bei, die alten Obstbäume zu erhalten sowie Neupflanzungen anzuregen. Äppelhaus arbeitet nach dem Umtauschprinzip: Jährlich gut 700 Obstbaumbesitzer und Bongerten lassen hier in der Saison ihre Äpfel zu Saft verarbeiten. Wichtig ist hierbei nicht zuletzt auch, neue Absatzchancen für luxemburgisches Obst zu bieten, das in vielen Fällen sonst verfaulen würde. Dadurch werden auch viele alte Obstsorten erhalten. Es wird aber auch für den Markt produziert. Für den Handel wird in Zusammenarbeit mit der BIOG und BioGros größtenteils Bio-Saft vermarktet.

Wenn gleich generell nur Obst mit einem stark ökologischen Hintergrund, das heißt aus Bongerten stammend, verarbeitet wird, muss der zertifizierte Bio-Saft freilich – anders als der Umtauschsaft, bei dem die Kunden lediglich

ein Äquivalent ihrer angelieferten Obstmenge in Saftform erhalten – getrennt angeliefert und verarbeitet werden. Mittlerweile nimmt der Bio-Anteil stetig zu. Äppelhaus ist die einzige bio-zertifizierte Mosterei des Landes.

Die Produktpalette besteht aus vier verschiedenen Säften, erhältlich in Flaschen sowie in sogenannten „Juice Box“ aus PET oder Karton à fünf bzw. zehn Litern. Die Produkte sind in Naturkostläden, Supermärkten sowie bei Getränkehändlern im ganzen Land erhältlich.

Im Februar 2012 hat Äppelhaus neu investiert und vier Edeltanks angeschafft, von denen drei 20.000 Liter und einer 10.000 Liter fassen. Dadurch besteht die Möglichkeit, den Saft über das Jahr hinweg zu lagern. Die Abfüllung kann dann auch über das Jahr hinweg erfolgen. Dies ist deshalb wichtig, weil die Ertragsschwankungen von Jahr zu Jahr erheblich sein können, so Geschäftsführer Raymond Aendekerker, Leiter von Äppelhaus. Der Unterschied könne zwischen fünf und 100 Prozent liegen. Durch die neuen Lager-



tanks – den einzigen ihrer Art in Luxemburg – kann Brauereimeister Marco Meuters von BIOG, der während der Saison auch bei Äppelhaus arbeitet, die Kundennachfrage besser bedienen. Zudem wird eine höhere und konstantere Qualität erreicht. Für diese Investition hat Äppelhaus von etika und der BCEE einen Kredit in Höhe von 65.000 Euro und einer Laufzeit von fünf Jahren erhalten. (esf)

KONTAKT:

Äppelhaus sarl,
13, parc d'activité Syrdall,
L-5365 Munsbach,
Tel.: 26 15 18 60

POLYGONE errichtet Neubau der Fixerstuff



Über den verantwortungsvollen Umgang staatlicher Einrichtungen mit Drogenabhängigen wird in Mitteleuropa seit Jahrzehnten gestritten. Konsens herrscht nur darüber, dass es keine staatliche Abgabe von Heroin und anderen „harten“ Drogen in sogenannten Fixerstuben, Verkauf über Apotheken oder einen freien Markt geben sollte. Einen freien Markt für „harte“ Drogen fordert heute niemand mehr. Bewährt haben sich allerdings Fixerstuben. Insbesondere konnte durch sie die Anzahl der heroinbedingten Todesfälle drastisch reduziert werden. Gegner sagen allerdings, dass durch die Zulassung und den Betrieb von Drogenkonsumräumen die früher praktizierte Drogenbekämpfung faktisch aufgegeben wurde. Dadurch würden auch die Gefahren, die vom Drogenkonsum ausgehen, verharmlost. Es sei kontraproduktiv, Konsumenten durch die Einrichtung von Fixerstuben in der Fortsetzung ihres Suchtverhaltens zu bestärken und jungen Menschen den Eindruck zu vermitteln, Drogen seien ungefährlich. Aus Sicht pragmatischer Betreuer geht es dagegen vor allem um Hygiene, ärztliche Betreuung im Falle von Überdosierungen und Überlebenshilfen. Ein Abhängiger höre auch ohne Fixerstuben nicht auf, obwohl er weiß, dass sein Drogenkonsum lebensgefährlich sein kann.

Ferner wurde befürchtet, dass Fixerstuben eine regionale und überregionale Sogwirkung sowohl für Abhängige als auch für Dealer auslösen würden, mit den bekannten Begleiterscheinungen der Beschaffungskriminalität. Ferner wird es als widersprüchlich gesehen, einerseits Besitz und Erwerb von Rauschgift strafrechtlich zu verfolgen, andererseits den Konsum von illegal beschafftem Rauschgift staatlich zu erleichtern und sogar zu schützen. Die Polizei gerate zwischen die Fronten einer in sich widersprüchlichen Gesetzgebung.

In Luxemburg existiert seit Juli 2005 eine durch die Stadt Luxemburg unterstützte Fixerstube mit einer Betreuung durch den Service Tox-In. Die Zielgruppe sind nicht substituierte, volljährige drogenabhängige Menschen mit Konsumerfahrung. Die bisherige Fixerstuff auf staatlichem Grund nahe der Bahnbrücke an der Route de Thionville in Bonnevoie war damals als Provisorium errichtet worden, bis ein endgültiger Ort – angedacht war ein Gelände in der Rue d'Alsace, in der Luftlinie keine 100 Meter entfernt auf der anderen Seite der Eisenbahngleise – gefunden worden wäre. Man rechnete mit zwei Jahren Wartezeit. Da sich dies aufgrund von Problemen mit der Klassierung des Grundstücks nicht umsetzen ließ, das provisorische Gebäude jedoch längst stark sanierungsbedürftig war, gab die Stadt der Firma POLYGONE s.à.r.l. im Juli 2011 den Auftrag, vor Ort einen Neubau zu errichten. Dieser 1,52 Millionen Euro teure Bau entstand ab September neben dem bisherigen Bau. Der als modulares Containergebäude in Fertigbauweise konzipierte zweistöckige Bau ist zwar weiterhin nur ein Provisorium, verfügt aber über einen hohen Standard und soll eine bessere Betreuung gewährleisten.

Mit dem Neubau wurde auch der Service Tox-In umbenannt in „Abrigado“, was so viel wie „geschützt“ bedeutet. Bislang stand „Abrigado“ für den Tagesdienst, während der Nachtdienst „D'Nuetsëil“ heißt. Die Namensänderung bedeutet freilich keine Reduktion des Angebotes: Das Haus besteht weiterhin aus drei Einheiten: einem Tagesfoyer mit Kontaktkaffee, dem Drogenkonsumraum (Foto) und dem Nachtdienst. Im Erdgeschoss des 1.133 qm großen Gebäudes befinden sich neben dem Injektionsraum mit Spritzenaustausch und einem 151 qm großen Aufenthaltsraum, einer kontinuierlich in Bereitschaft befindlichen ärztlichen Praxis und sanitären Anlagen unter anderem auch zwei Büros, eine Waschküche sowie Lagerräume. In den sieben Räumen im Obergeschoss können 42 Personen über Nacht beherbergt werden. Ferner befinden sich im Obergeschoss auch Dusch- und Sanitäranlagen, zwei Büros, ein Versammlungsraum, eine Küche und eine Krankenstation. Technisch gesehen ist der Bau sehr gut gedämmt und erreicht hohe Werte in Bezug auf die Energieeffizienz. Vor allem aber kön-

nen die 62 Metallmodule abmontiert und an einem anderen Ort neu errichtet werden, auch eventuell in einer neuen Nutzung. Nach Fertigstellung und Einweihung des Neubaus am 4. Februar 2012 durch den Bürgermeister und den Gesundheitsminister wurde der bisherige Containerkomplex abgerissen. POLYGONE, als Eigentümer des Baus, hat mit der Stadt einen Mietvertrag über zunächst fünf Jahre abgeschlossen. Für den Neubau hat POLYGONE im Februar 2012 bei etika und der BCEE einen Investitionskredit in Höhe von 1,3 Millionen Euro bei einer Laufzeit von fünf Jahren beantragt und im März erhalten.

Das „Abrigado“ ist für eine Zeitdauer von vorerst fünf Jahren an den Betreiber der Fixerstuff vermietet, das „Comité national de la défense sociale“ (CNDS). Das Haus kann nicht rund um die Uhr geöffnet werden, sondern ist nur sonntags, montags und dienstags von 13 - 20 Uhr und mittwochs, donnerstags, freitags von 8 - 15 Uhr geöffnet und samstags geschlossen. Obwohl hier mittlerweile ein 30-köpfiges multidisziplinäres Team aus Psychologen, Sozialpädagogen, Erziehern, Krankenpflegern und Soziologen arbeitet, reicht das Personal nicht für eine 24-Stunden-Betreuung aus.

Im Haus herrscht ein striktes Verbot für den Handel von Drogen. Damit wird das Problem, dass viele Heroinabhängige ihren Konsum dadurch finanzieren, indem sie an andere Konsumenten verkaufen, freilich nur verlagert. Handel und Konsum sind kaum zu trennen, solange Heroin nicht kontrolliert an Abhängige abgegeben wird, wie es in der Schweiz geschieht. Aber das wird in Luxemburg zurzeit nicht debattiert.

Die Verantwortlichen von POLYGONE hatten aufgrund der genannten kontroversen Ansichten allerdings zuerst gezögert, bei etika einen zinsreduzierten Kredit zu beantragen. Seitens des etika-Kreditkomitees bestanden jedoch keine Zweifel am besonderen sozialen und gesundheitlichen Wert des Hauses. Die Überschrift „etika finanziert Neubau der Fixerstube“ wäre also eine positive Schlagzeile. (esf)

KONTAKT:

POLYGONE, André Reuter, 37, rue de la Gare, L-7535

Mersch, Tel.: 49 20 05-1,

info@polygone.lu, www.polygone.lu

Remise des prix etika 2011



De gauche à droite: Katie Fox (CELL), Marco Rollinger (M. Rollinger), Guy Rosseljong (membre du directeur de la BCEE), Elisabeth Voyeux (Frères des Hommes asbl), Jeremie Charlet (Ecocity), le ministre de l'économie sociale et solidaire, Romain Schneider, Jean Kieffer et Ekkehart Schmidt-Fink (etika)

L'entreprise de construction **Marco Rollinger** et l'ONG **Frères des Hommes** Luxembourg ont reçu le 6 février le prix etika 2011 à hauteur de 2 000 euros, chacun pour leurs réalisations particulièrement innovantes dans le domaine de la construction écologique et de la coopération internationale. L'entreprise de coursiers à vélo **Ecocity** et l'association **Center for Ecological Learning in Luxembourg** ont également reçu un prix. Le Ministre Romain Schneider a remis les prix aux quatre lauréats le 13 février au Musée de la banque.

Etika a décerné ses prix pour la deuxième année consécutive afin de récompenser deux projets d'organisations luxembourgeoises se distinguant par leur innovation et leur plus-value environnementale et/ou sociale. Un prix récompense un projet ayant fait l'objet d'un crédit alternatif octroyé conjointement par etika et la BCEE, l'autre un projet indépendant du mécanisme Epargne Alternative.

Dans la première catégorie, c'est l'entreprise Marco Rollinger qui a été récompensée pour la construction de son nouveau siège social à partir de matériaux de construction et d'isolation naturels et durables.

Dans la catégorie des projets indépendants du mécanisme Epargne Alternative, c'est l'ONG Frères des Hommes qui a reçu le prix à hauteur de 2 000 euros pour la création d'une laiterie

coopérative au Burkina Faso. Ce projet a convaincu le jury d'etika pour sa vision holistique prenant en compte les dimensions environnementales, sociales et de coopération internationale – les trois domaines d'investissement d'etika. Dès lors que ce projet s'inscrivait dans les cadres de l'agriculture biologique et de l'économie sociale et solidaire, il était logique que Romain Schneider, Ministre en charge de ces deux portefeuilles accepte l'invitation d'etika pour la remise des prix.

«La qualité des dossiers fut particulièrement élevée cette année» précise Magali Paulus, la présidente d'etika, «et le choix fut particulièrement ardu pour désigner un lauréat, c'est pourquoi nous avons tenu à récompenser d'une mention spéciale deux autres projets à forte plus-value environnementale: l'entreprise Ecocity qui propose le transport de personnes et de marchandises en triporteur et le Center for Ecological Learning Luxembourg asbl (CELL) qui met en place un projet de maraichage adapté à l'environnement urbain».

Etika entend ainsi donner une visibilité à des projets s'inscrivant dans la transition énergétique et mettre en avant des initiatives qui démontrent que des projets à plus-values sociales ou environnementales ont plus que jamais leur place dans un contexte économique des plus incertains. (jsz)

20 Jahre Fairtrade

Transfair Lëtzebuerg feiert 2012 sein 20-jähriges Jubiläum. Etika hat den Verein schon 2003 und 2004 gefördert und beteiligt sich gerne an einer Aktion im Jubiläumsjahr. 1992 war der damals Transfair-Minka genannte Verein von den hiesigen Vereinen ASTM, Pax Christi und den Weltläden Esch, Ettelbrück und Luxemburg gegründet worden, um nachhaltige und gerechtere Handelsalternativen zu fördern und die Menschen in den Ländern des Südens zu unterstützen. Kaffee war das erste ehemalige Kolonialprodukt, das fair gehandelt wurde, damals aber lediglich in den drei genannten Weltläden. Heute stehen in Luxemburg mehr als 800 fair gehandelte Produkte in 170 Verkaufsstellen – 20 Großhändler und 150 Einzelhändler, darunter acht Weltläden, Bio-Läden, Supermärkte und Restaurants – zur Auswahl. Die Produkte stammen von unterschiedlichen Herstellern. Die größten sind neben Transfair und Oxfam auch Gepa, Ethiquable, Belvas, Zotter und Jardins de Gaia. Mittlerweile gibt es 40 Cafés und Restaurants, die Fairtrade-Produkte anbieten, so genannte Fairtrade Zonen. Weitere Infos: www.fairtrade.lu (in der Rubrik „Produits“ findet sich eine Produktdatenbank mit den verschiedenen Produkten, Verkaufsstellen und Herstellern).

In der Woche vom 23. bis 26. April beteiligt sich etika gemeinsam mit der developmentpolitischen Fachbibliothek CITIM und der Casa Fabiana an den „Fair Fruit Days“ von Transfair: Im Bio-Restaurant Casa Fabiana werden wir fair gehandelten Fruchtsaft kostenlos auschenken, während Besucher in Fachbüchern und Bildbänden des CITIM blättern und sich informieren können. (esf)



Tausend alternative Sparkonten zum 15-jährigen Jubiläum

Die Zahl der Inhaber eines alternativen Sparkontos hat die Hürde von 1.000 übersprungen: Zum 1. Januar 2012 gab es 1.016 Solidarsparer/innen! Im Jahr 2011 konnte somit ein Zuwachs um 178 Alternativsparer (plus 20 %) verzeichnet werden. Im Jahr 2010 belief der Zuwachs sich auf 144 Konten.

Von diesen zusammen 322 Sparkonten sind 185 vom Verein „Service d'Accompagnement Tutélaire“ (SAT) eingerichtet worden. Der SAT ist die wichtigste luxemburgische Institution zur Betreuung von Personen, die aufgrund fehlender Geschäftsfähigkeit unter Vormundschaft gestellt wurden („Mündel“). Der Verein arbeitet bei deren Betreuung mit dem Justizministerium zusammen.

Der SAT hat diese Konten zur Verwaltung der finanziellen Angelegenheiten seiner Klienten eingerichtet. Ende Dezember hat der SAT erneut ein gutes Dutzend neuer Konten eingerichtet, unter denen sich auch das 1.000 Alternativsparkonto befand. In Absprache mit dem SAT wurden die Einkaufsgutscheine für Bio-Produkte im Wert von 500 Euro, die wir dem / der 1.000 Sparer/in als Dankeschön versprochen haben, dem Verein überreicht, um diese weiterzuleiten. Was den SAT von anderen Vormunden (zum Beispiel Anwälten) unterscheidet, ist das Faktum, dass er



Mitte Januar überreichte Gast Kemp, Vorsitzender des Kreditkomitees von etika (3. von rechts), einen Scheck über 500 Euro als Dankeschön für den tausendsten Sparer an Mike Schaltz vom SAT (2. von links) und sein Team. Der SAT vertritt den tausendsten Sparer, dessen Identität nicht veröffentlicht wurde.

sich nicht nur um eine administrative Verwaltung der Angelegenheiten der Klienten kümmert, sondern diese aktiv in der Entwicklung von Projekten und in ihrer sozio-finanziellen Situation unterstützt werden. Bei Einkäufen für die Klienten sowie bei der Ausstattung ihrer Räumlichkeiten wird zudem weitestgehend auf soziale und ökologische Verträglichkeit geachtet.

Wie der Zufall es so wollte, wurde das 1.000 Sparkonto fast exakt zum 15-jährigen Jubiläum von etika eröffnet. „Das war das schönste Geburtstagsgeschenk, das wir uns vorstellen konnten“, freut sich etika-Präsidentin Magali Paulus. (esf)

Lunch sur l'impact investing le 8 mai

Etika et l'asbl SAKURA INITIATIVE organisent un lunch sur le thème «Démystifier l'impact Investing» avec l'exemple de l'analyse d'une coopérative en R.D. du Congo. Cet événement aura lieu mardi 8 mai à 12h00 à la BCEE Rousegaertchen. Informations et inscriptions sur www.etika.lu

Vélotour am 20. Mai

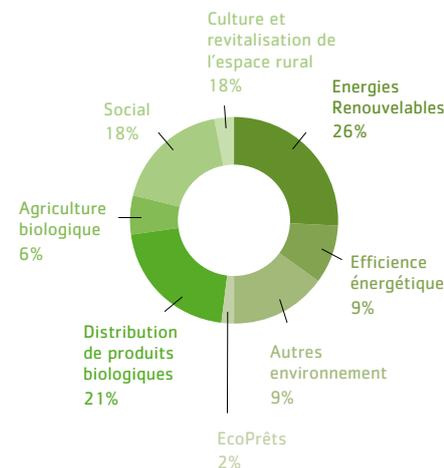
Monique Goldschmit von Velosophie organisiert für den 20. Mai eine ganztägige Vélotour zum Heedhaff der Familie Hoffmann, einem etika-Projekt. Auf dem Biohof werden wir zu Mittag essen. Es handelt sich um eine Radtour von etwa 30 km Länge ohne besondere Schwierigkeiten. Die Teilnahme ist kostenlos. Anmeldungen bis zum 16. Mai unter Tel. 29 83 53 oder mail: contact@etika.lu

Important : Du fait qu'etikaINFO ne paraît que 3 fois par an, nous ne pouvons vous faire part de toutes nos manifestations. Nous vous rappelons que vous pouvez nous suivre en direct sur facebook, twitter ou notre newsletter. Vous pouvez vous inscrire à ces trois canaux via www.etika.lu

CHIFFRES

| CHIFFRES SUR LE MÉCANISME ÉPARGNE ALTERNATIVE | |
|--|-------|
| Comptes actifs à la date du 31.03.2012 | 1.025 |
| Montant total de l'épargne déposée au 31.03.2012 (en millions d'euros) | 40,0 |
| Taux de conversion de l'épargne en crédit au 31.12.2011 (en %) | 57,2 |
| Nombre de crédits ouverts au 31.12.2011 | 87 |

RÉPARTITION DES CRÉDITS À LA DATE 31.12.2011



IMPRESSUM

Den etikaINFO ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont.

Editeur: etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu

Lay-Out an Mise en page: Bizart

Lektorat: Stefanie Baehr, Bérengère Brulebois

Redaktioun: Ekkehart Schmidt-Fink (esf), Jean-Sébastien Zippert (jsz)

Druck: Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange.

Fotoen: Naturfreunde Deutschland (Säit 1,2), Ekkehart Schmidt-Fink (Säit 2,5,8), Christian Mathieu (Säit 4), Christiane Walerich (Säit 6), Christian Goebel (Säit 5), BCEE (Säit 7), Fairtrade Finland (Säit 7)

Den etikaINFO ass op recycléiertem an 100% chlorfräi gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.